
Audit du niveau des charges et produits d'exploitation de Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux

Rapport d'audit

Rapport final

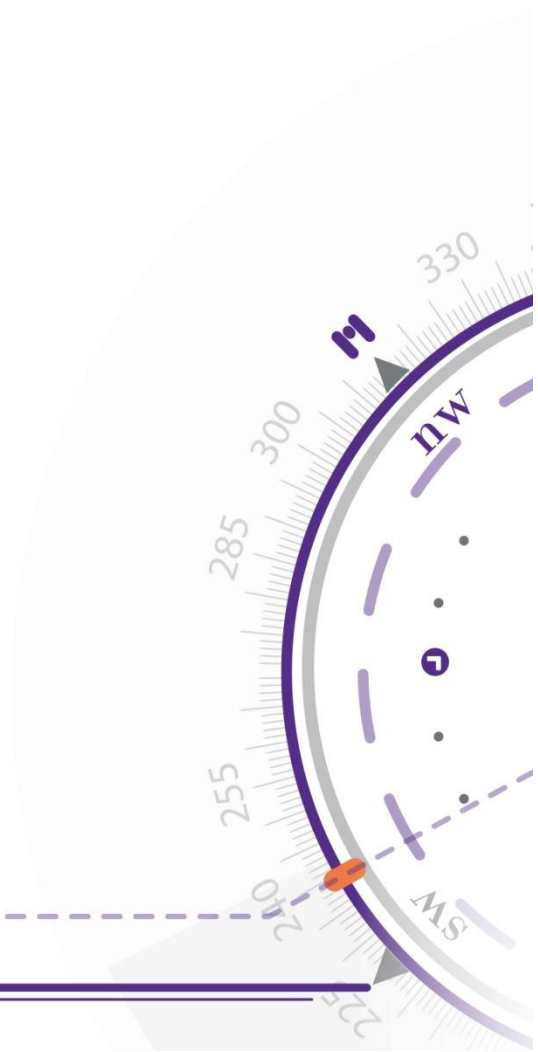


Table des matières

1.	Synthèse des résultats de l'audit	4
1.1	Période ATRD4	4
1.2	Trajectoire projetée par Veolia	4
1.3	Synthèse des ajustements	6
1.4	Trajectoire proposée par PMP	10
2.	Contexte et objectifs de l'audit	13
2.1	Contexte	13
2.2	Objectifs de l'audit	13
3.	Déroulement de l'audit.....	15
4.	Présentation de l'activité de l'ELD	16
5.	Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2015	18
5.1	Hypothèses d'indexation	19
5.2	Principaux écarts du poste Consommations externes.....	19
5.2.1	Services extérieurs	20
5.2.2	Prestations externes	21
5.2.3	Aides commerciales	21
5.2.4	Autres charges	21
5.3	Principaux écarts du poste Charges de personnel.....	22
5.3.1	Rémunérations brutes et charges sociales	22
5.4	Principaux écarts du poste Impôts et taxes	23
5.4.1	Taxe foncière.....	23
5.4.2	Taxe professionnelle.....	23
5.4.3	Versement transport.....	23
5.4.4	Autres impôts et taxes	23
5.5	Principaux écarts sur le poste Recettes extra-tarifaires	24
5.6	Note sur le poste Production immobilisée	24
6.	Analyse des charges/produits d'exploitation prévisionnels sur la période 2018-2021 et ajustements recommandés au regard de l'analyse poste à poste	26
6.1	Synthèse de la demande tarifaire de Veolia	26
6.2	Hypothèses d'indexation	28
6.3	Détails des principales augmentations.....	28
6.3.1	Redevances	28
6.3.2	Services extérieurs	29
6.3.3	Dépenses de communication	31
6.3.4	Aides commerciales	31
6.3.5	Autres charges.....	32
6.3.6	Charges relatives aux impayés acheminement	33

6.3.7	Charges de personnel	33
7.	Principes de dissociation comptable.....	36
8.	Annexes	37
8.1	BP de la demande tarifaire de Veolia	37
8.2	Détail des ajustements proposés par PMP	37
8.3	Note explicative sur la contribution des services nationaux 2015	37
8.4	Redevances de contrôle et de fonctionnement.....	37
8.5	Factures GRTgaz : 2011, 2012 et 2013	37
8.6	Détail des autres charges.....	37
8.7	Détail des charges de personnel 2012-2016	37
8.8	Obligations de la loi NOTRe et de la LTECV	38
8.9	Détail du calcul du CICE par PMP.....	40
8.10	Points de Livraison gaz (option T3) ayant abandonné l'énergie gaz depuis début 2014.....	40

1. Synthèse des résultats de l'audit

L'augmentation des demandes de l'ELD entre 2015 et 2018 est de 101 k€ soit +5,2%.

1.1 Période ATRD4

Sur la période 2013-2015, les charges réelles ont dépassé de 23% le montant couvert par le tarif ATRD4. L'écart provient principalement des consommations externes (+207 k€ en moyenne soit +29%) et des charges de personnel (+132 k€ en moyenne soit +14%). Ces postes ont été fortement impactés par la réorganisation mise en œuvre par Veolia Eau. Celle-ci rend complexe toute comparaison fine entre le montant couvert et les charges réelles car ont été modifiés à la fois les périmètres de répartition des charges mutualisées et les clés utilisées pour répartir ces charges. L'écart entre le montant couvert et les charges réelles présentées par Veolia s'explique ainsi notamment par la refacturation des fonctions supports par le siège. En l'absence de description précise de ces charges, la question se pose quant à la pertinence de l'imputation de ces charges de siège à l'activité du GRD gaz, notamment au regard de sa taille.

Commentaires de Veolia :

Veolia indique que l'existence de ces coûts de siège découle de l'optimisation de l'organisation qui a été mise en œuvre par le groupe Veolia. Selon Veolia, les coûts directs constituent un minimum pour assurer une gestion au jour le jour, mais sans toutefois prendre en compte les impératifs d'une gestion sûre et établie dans la durée. Selon Veolia, plusieurs grands principes du service public, l'adaptabilité et la continuité, obligent à intégrer dans le prix du service les coûts indirects correspondants à ces impératifs.

L'ELD ajoute qu'au sein de la société Veolia Eau-CGE, les services implantés au niveau national auxquels l'activité GRD a recours en local assurent les prestations suivantes :

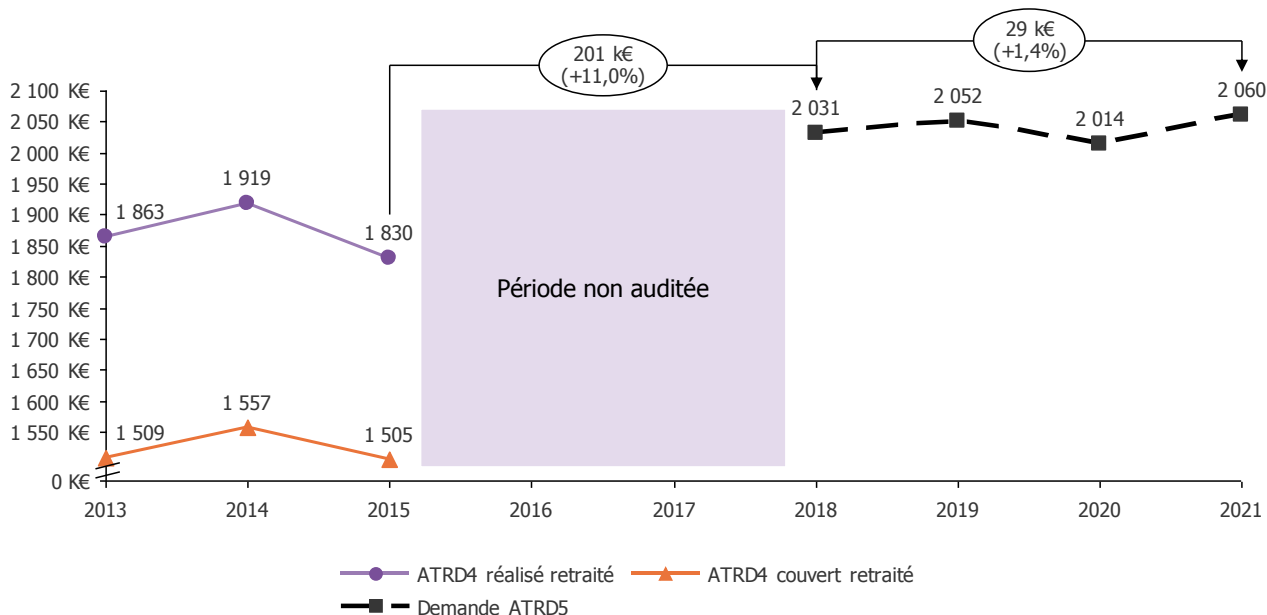
- la définition et l'animation de plans d'actions nationaux d'amélioration des exploitations ;
- la politique de gestion du personnel ;
- la gestion de l'architecture informatique et la conduite des systèmes d'informations ;
- la définition des choix techniques et de recherche, l'information sur les nouvelles technologies ;
- la définition de la politique d'achats et de sélection des fournisseurs dans le cadre de négociation nationales
- etc...

Veolia souhaite rappeler qu'une note de présentation des services nationaux pour les années 2014 et 2015 a été fournie à PMP. L'intégralité de cette note pour l'année 2015 se trouve en annexe 8.3.

1.2 Trajectoire projetée par Veolia

L'évolution des charges entre 2015 et 2018 est de 201 k€ soit une augmentation de 11,0%.

Evolution des charges d'exploitation réelles et la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en k€)



Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 couvert	1 509 401	1 556 743	1 505 134
ATRD4 couvert retraité	1 509 401	1 556 743	1 505 134

Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 réalisé	1 980 506	2 037 880	1 930 464
<i>Retraitement des redevances non couvertes par l'ATRD4</i>	<i>-117 347</i>	<i>-118 574</i>	<i>-100 000</i>
ATRD4 réalisé retraité	1 863 159	1 919 306	1 830 464

Cette augmentation a été expliquée par Veolia dans sa demande tarifaire principalement par les éléments suivants :

- Les Services extérieurs augmentent essentiellement en raison du plan anti-endommagement. Ce plan explique **47 k€** de l'écart entre 2015 et 2018 ;
- La demande tarifaire fait état d'une augmentation du poste Autres charges :
 - Sous l'impact de l'augmentation des charges de locations de véhicules pour un montant de **11 k€** ;
 - En raison de l'augmentation de la refacturation des services nationaux pour un montant de **22 k€**.
- Les aides commerciales expliquent **19 k€** d'augmentation des demandes de l'ELD ;
- Les charges de personnel augmentent de **34 k€** principalement en raison de l'embauche d'un agent technico-commercial ayant les missions suivantes :

- 0,3 ETP pour traiter les besoins de la loi NOTRe et LTECV (voir annexe 8.8) ;
- 0,2 ETP pour gérer et transmettre les données à GRT Gaz et aux fournisseurs ;
- 0,5 ETP pour renforcer la prospection commerciale (promotion du gaz).

1.3 Synthèse des ajustements

L'audit a permis d'identifier les ajustements ci-dessous :

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle de la demande 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement annuel moyen sur la période 2018-2021	Référence
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	4	-0,1	-3,1%	Le calcul de la projection est cohérent.	Aucun	
Achats matières et fournitures non stockées (606xxx)	67	-2,1	-3,1%	Le calcul de la projection est cohérent.	Aucun	
Redevances (613220 et 651xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	2,5%	La demande tarifaire de Veolia intègre la redevance annuelle de concession versée au Syndicat.	En application des précédentes décisions de la CRE, PMP propose d'ajuster l'intégralité du montant des redevances versées au Syndicat. Ceci représente un ajustement annuel moyen à la baisse de [Confidentiel] sur la période ATRD5.	6.3.1
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	130	32,5	27,7%	L'augmentation de cette charge s'explique principalement par le plan anti-endommagement budgété à 47 k€ pour l'année 2018 (total 2017-2019 : 117 k€).	Les charges du plan anti-endommagement ayant déjà été couvertes par le tarif ATRD4, il est proposé de ne pas couvrir le report de ces charges sur le tarif ATRD5 : ajustement à la baisse de 21 k€ par an sur la période au titre des services extérieurs Les comptes ATRD4 comprennent également une charge à hauteur de 3 k€ par an relative à la maintenance des postes de livraison. Ces montants ont été retirés de la trajectoire ATRD5 et à hauteur de 4 k€ par an sur la période ATRD5	6.3.2
Assurances (616xxx)	29	-1,4	-4,8%	Aucun	Aucun	
Prestations externes (621xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	-4,9%	Aucun	Aucun	

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle de la demande 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement annuel moyen sur la période 2018-2021	Référence
Dépenses de Communication (623xxx)	6	-0,3	-4,5%	Aucun	Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses de communication externe liées au développement de l'activité gaz. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5. Ceci entraîne un ajustement à la baisse de 6 k€ par an sur la période ATRD5.	6.3.3
Aides commerciales (658120)	15	19,0	N/A : pas de charges en 2015	Aucun	Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses relatives au développement du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz mais incite GRDF via des bonus. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses d'aides commerciales sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD. Ceci conduit à un ajustement à la baisse de 15 k€ par an sur la période ATRD5.	6.3.4

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle de la demande 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement annuel moyen sur la période 2018-2021	Référence
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	416	29,0	7,7%	L'augmentation du poste s'explique à hauteur de 11 k€ par les charges d'un véhicule de fonction supplémentaire et par l'augmentation du poste Refacturation services Veolia Eau.	Les charges liées au véhicule de fonction supplémentaire ont été revalorisées à 4 k€ par an durant l'audit ce qui appelle un ajustement à la baisse de 6 k€ par an sur la période ATRD5. La prise en compte du réalisé 2015 pour projeter la refacturation des services Veolia Eau entraîne un ajustement à la baisse à hauteur de 8 k€ par an sur la période. Le principe de couverture de ces charges par le tarif est laissé à l'appréciation de la CRE.	6.3.5
Créances irrécouvrables	0	0	0,0%	Dans sa demande tarifaire, Veolia a indiqué qu'en l'absence de visibilité sur les impayés acheminement, ils n'avaient pas budgété de coûts dans la trajectoire tarifaire ATRD5. Veolia demande que les éventuels coûts qui seraient supportés sur la période ATRD5 soient pris en compte au CRCP.	Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, les seuls impayés couverts sont les impayés d'acheminement à hauteur de 0,9% du revenu autorisé. L'application d'un calcul similaire pour Veolia dans une logique d'uniformisation entraînerait un ajustement annuel moyen à la hausse de 30 k€ .	6.3.6
Total consommations externes	1 040	65,5	6,7%			
Rémunérations brutes (641xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	5,1%	Les charges de personnel augmentent principalement en raison de l'embauche en 2018 d'un agent technico-commercial pour un montant de 53 k€ ainsi que par un budget de 26 k€ lié au traitement de la cartographie en back-office du projet de géolocalisation.	La prise en compte du SNB constaté en 2016 pour l'année 2017 conduit à un ajustement annuel moyen à la baisse de 6 k€ sur la période ATRD5. Les charges du plan	6.3.7

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle de la demande 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement annuel moyen sur la période 2018-2021	Référence
Charges sociales (645xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	3,1%	Le CICE n'a pas été intégré à la demande tarifaire de Veolia.	anti-endommagement ayant déjà été couvertes par le tarif ATRD4, il est proposé de ne pas couvrir le report de ces charges sur le tarif ATRD5 : ajustement à la baisse de 2 k€ par an sur la période au titre des charges de personnel.	
CCAS 1% (6472xx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	4,3%		Concernant l'ETP supplémentaire demandé à partir de 2018, la moitié de sa charge est justifiée par Veolia dans une optique de prospective commerciale de promotion du gaz. Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses relatives au développement du nombre de consommateurs. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, cela entraînerait l'exclusion [Confidentiel] et donc un ajustement annuel moyen à la baisse de 27 k€ sur la période ATRD5.	
Autres charges sociales (647xxx sauf CCAS et 648xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	2,0%		PMP propose un ajustement annuel moyen à la baisse de 19 k€ sur la période ATRD5 afin de prendre en compte le montant de CICE qui devrait être affecté au contrat d'Huningue.	
Total charges de personnel	[Confidentiel]	[Confidentiel]	4,3%			
Taxe foncière	7	0,3	3,8%	Aucun	Aucun	
CFE & CVAE	38	0,9	2,4%	Aucun	Aucun	
Autres impôts et taxes	6	-2,4	-28,0%	Aucun	Aucun	
Total impôts et taxes	51	-1,3	-2,6%			
Autres recettes extra-tarifaires	-205	-10,6	-5,6%	Le calcul de la projection est cohérent.	Aucun	
Total recettes extra-tarifaires	-205	-10,6	-5,6%			

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle de la demande 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement annuel moyen sur la période 2018-2021	Référence
Total demandes de l'ELD (I+II+III-IV-V+VI-VII)	2 039	100,5	5,2%			

Le détail des ajustements et de leur impact sur les trajectoires de la demande tarifaire de Veolia est donné en annexe 8.2.

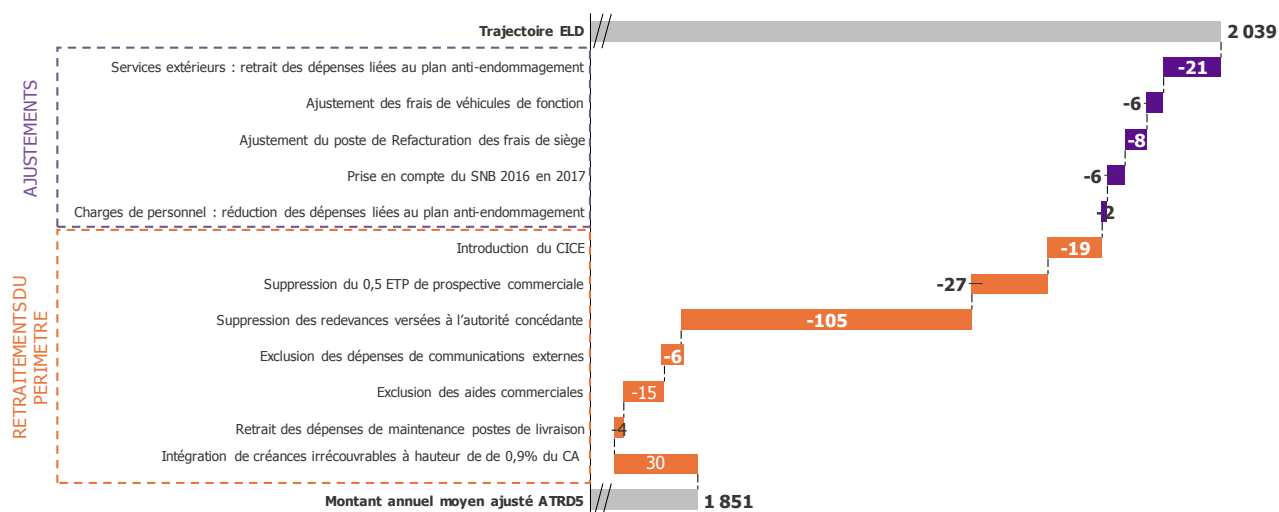
1.4 Trajectoire proposée par PMP

Le total des ajustements est de 754 k€ soit 188 k€ par an en moyenne.

	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2018-2021	Total
Total des demandes de l'ELD	2 031	2 052	2 014	2 060	2 039	8 157
Montants des ajustements	-72	-56	-22	-22	-43	-172
Retraitements du périmètre	-146	-142	-146	-148	-145	-582
Trajectoire y compris ajustements	1 813	1 854	1 846	1 890	1 851	7 404

Le montant des demandes de l'ELD après ajustement serait donc de 1 851 k€ par an en moyenne sur la période ATRD5.

Ajustement par rapport à la demande de l'ELD (en k€)

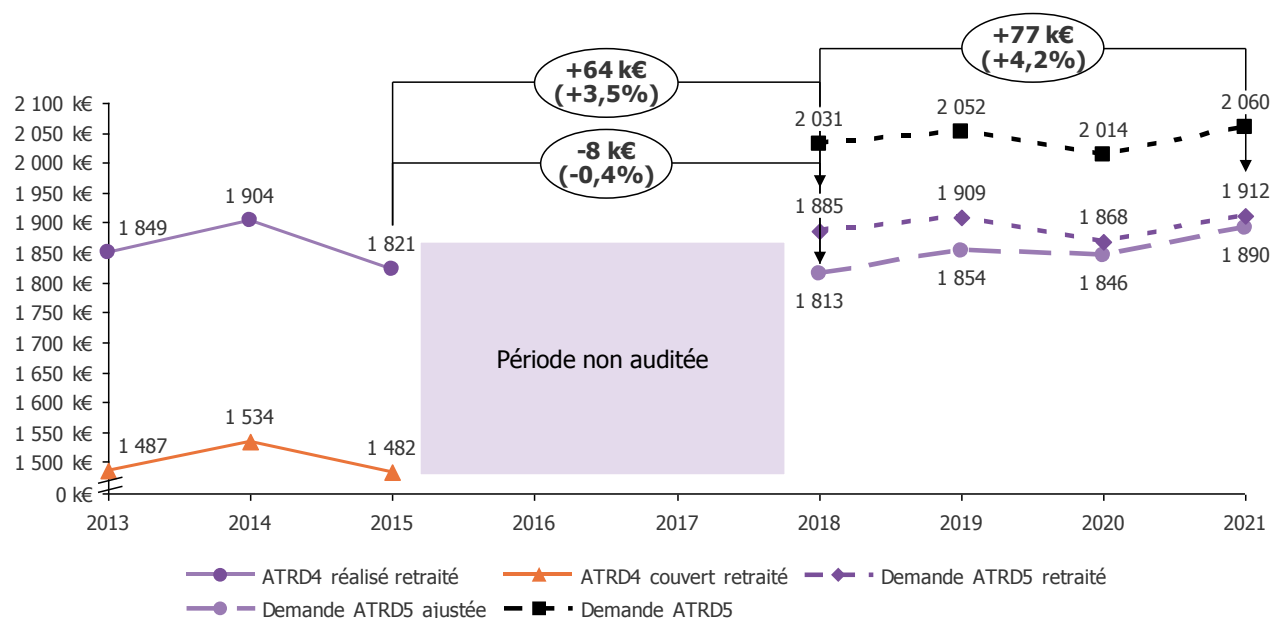


Après ajustements, la trajectoire de charges serait la suivante. L'écart entre 2015 et 2018 serait de -8 k€.

Les éléments suivants n'ont pas appelé d'ajustement de la part de PMP :

- La charge équivalente à 0,5 ETP pour répondre aux obligations de la loi NOTRe et de la LTECV ainsi que pour la transmission des données aux fournisseurs est apparu cohérente au regard des nouvelles missions qui seront à la charge de l'ELD. Ceci représente une charge supplémentaire de **26 k€** en 2018 ;
- Cette embauche entraînerait l'augmentation du poste Services extérieurs au titre des coûts d'environnement du travail. La charge liée à un véhicule de fonction revalorisée par Veolia à **4 k€** par an au cours de l'audit n'appelle pas de commentaire de notre part.
- Les refacturations des fonctions support par le siège sont prises en compte dans la trajectoire ATRD5 ajustée, sur la base des charges réelles présentées par Veolia pour le tarif ATRD4. Le principe de la couverture de ces charges par le tarif est laissé à l'appréciation de la CRE.

Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en k€)



Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 couvert*	1 509 401	1 556 743	1 505 134
Aides commerciales	-12 228	-12 318	-12 369
Dépenses de communication	-10 190	-10 266	-10 308
ATRD4 couvert retraits	1 486 983	1 534 159	1 482 457

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	2 030 991	2 051 679	2 013 970	2 060 439
Retraitement	-145 802	-142 259	-145 515	-148 247
Impayés acheminements	29 953	30 220	29 900	30 427
Aides commerciales	-19 000	-13 000	-13 000	-13 000
Dépenses de communication	[Confidentiel]			
Prospective commerciale	-26 350	-27 035	-27 750	-28 500
Maintenance des postes de livraison	-3 436	-3 484	-3 537	-3 598
Redevances hors RODP	[Confidentiel]			

*dont redevances couvertes par le tarif ATRD4

<i>Introduction du CICE</i>	-18 709	-19 186	-19 693	-20 240
Demande ATRD5 retraitée	1 885 189	1 909 420	1 868 455	1 912 192

Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 réalisé	1 980 506	2 037 880	1 930 464
<i>Aides commerciales</i>	0	-3 790	0
<i>Redevances hors RODP</i>	[Confidentiel]		
<i>Maintenance des postes de livraison</i>	-3 371,57	-3 393,13	-3 357,49
<i>Dépenses de communication</i>	[Confidentiel]		
ATRD4 réalisé retraité	1 849 480	1 903 975	1 821 096

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	2 030 991	2 051 679	2 013 970	2 060 439
<i>Retraitements</i>	-145 802	-142 259	-145 515	-148 247
<i>Ajustements</i>	-71 767	-55 629	-22 347	-21 972
Demande ATRD5 ajustée	1 813 422	1 853 791	1 846 107	1 890 220

2. Contexte et objectifs de l'audit

2.1 Contexte

L'article L.452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodologies utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des clients résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 26 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96% de la distribution du gaz naturel en France, les 25 autres GRD se partageant les 4% restants. Parmi ces 25 GRD, les neuf plus importants ont chacun un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD4 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2013, en application de la décision de la CRE du 25 avril 2013 et le 1^{er} juillet 2014 pour Sorégies en application de la décision de la CRE du 22 mai 2014.

La CRE travaille actuellement à l'élaboration des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD5 ») de ces neuf ELD avec l'objectif d'une entrée en vigueur en 2018 :

- Régaz-Bordeaux ;
- Réseau GDS ;
- GEG ;
- Caléo ;
- Gedia ;
- Vialis ;
- Gaz de Barr ;
- Veolia Eau – CGE ;
- Sorégies.

Les tarifs seront établis sur la base des charges prévisionnelles des opérateurs pour la prochaine période tarifaire, en distinguant pour chaque ELD :

- Les charges d'exploitation ;
- Et les charges de capital.

Il est donc essentiel pour la CRE de connaître la structure de coûts de ces ELD pour être en mesure de porter un jugement sur le niveau et l'efficacité de ces coûts. Le niveau de charges retenu doit répondre au principe établi par l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [...] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace ».

Dans ce contexte, la CRE a décidé de confier au cabinet PMP l'audit des charges d'exploitation des 9 ELD citées ci-avant. Le présent rapport porte sur l'audit de la société Veolia Eau – CGE.

2.2 Objectifs de l'audit

Dans ce contexte, l'audit a pour objectif de permettre à la CRE de disposer d'une compréhension complète des charges et produits d'exploitation actuels de ces neuf ELD constatés au cours des exercices comptables 2013 à 2015, et 2016 si disponible, et des charges et produits d'exploitation prévisionnels (période 2018-2021) présentés par ces opérateurs pour la période tarifaire à venir.

Pour ce faire, cet audit se base d'une part sur une analyse détaillée des charges nettes d'exploitation des ELD réalisées pour la période 2013-2015 (2016 si disponible), des charges nettes d'exploitation prévisionnelles pour la période 2018-2021 communiquées lors de la demande tarifaire initiale des ELD en décembre 2016, d'autre part sur des éléments de benchmark entre ELD et avec GRDF.

L'audit a donc pour objectifs de fournir à la CRE :

- Une description précise de la nature des charges et produits d'exploitation supportés par chaque ELD sur la période 2013-2021 et des hypothèses sous-jacentes à leur évolution ;
- Une appréciation sur les évolutions proposées par chaque ELD sur les exercices 2018-2021 dans le cadre des travaux tarifaires, en s'appuyant notamment sur l'analyse du niveau des charges constatées sur les exercices 2013, 2014, 2015 et 2016 si disponible ;
- Si la demande de l'ELD ne repose pas sur un niveau de coût correspondant à ceux d'un opérateur de réseau efficace, une proposition d'ajustement de cette demande.

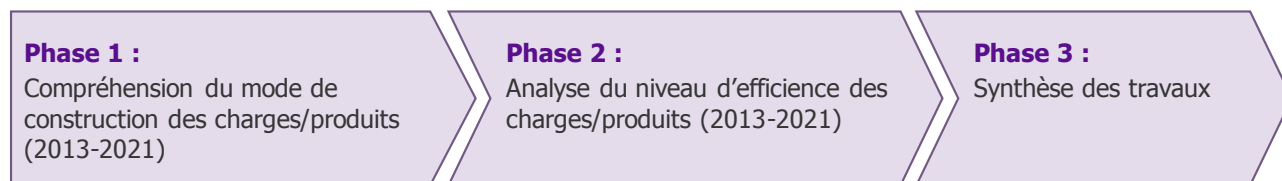
Pour des raisons de secret commercial et industriel, certaines parties de ce rapport ont été rendues confidentielles.

Convention de présentation des données dans ce rapport :

- Signes des charges tarifaires : (+) ;
- Signe des produits tarifaires : (-) ;
- Ecart = Réalisé – BP ATRD4 ;
- Les années pour lesquelles les charges réelles sont disponibles sont indiquées par la lettre R ;
- Les années pour lesquelles les charges sont prévisionnelles sont indiquées par la lettre P.

3. Déroulement de l'audit

L'audit a été organisé en 3 phases :



Au cours de la phase 1, nous avons visé, pour chaque ELD à :

- Nous assurer du rapprochement entre les données comptables certifiées et les données réelles présentées dans les demandes tarifaires ;
- Expliciter les principales variations de charges sur la période ATRD4 ;
- Expliciter les principaux écarts entre les charges réelles et les charges couvertes par le tarif ATRD4 ;
- Comprendre les modes de construction des charges réelles et prévisionnelles en détaillant notamment l'ensemble des hypothèses rentrant dans le calcul de la projection de la future période tarifaire 2018-2021 ;
- Analyser les projets globaux ayant un impact sur plusieurs postes de la demande tarifaire ;
- Effectuer des premières analyses de comparaison entre ELD.

Au cours de la phase 2, nous avons poursuivi les analyses d'écarts menées lors de la phase 1 et cherché à approfondir les travaux en comparant les données entre ELD et en utilisant au besoin des benchmarks issus de notre propre expérience.

La phase 3 a cherché à synthétiser les travaux d'audit en :

- Rassemblant des informations recueillies au cours des phases précédentes ;
- Appréciant le niveau des charges prévisionnelles 2018-2021 au travers des méthodes et hypothèses utilisées pour les établir ;
- Recommandant à la CRE, après un temps d'échange avec les ELD, le niveau efficient des charges d'exploitation de chaque ELD.

L'ensemble de ces travaux ont été conduit en collaboration avec les ELD et ont notamment donné lieu à des échanges écrits et à des entretiens téléphoniques.

4. Présentation de l'activité de l'ELD

L'organisation de Veolia Eau – Compagnie Générale des Eau (appelé Veolia dans ce rapport par simplicité) se décompose depuis 2015 en 4 zones géographiques déclinées en centres régionaux : les activités du site de Huningue sont portées par le Centre Régional Alsace Lorraine Franche-Comté au sein de la Zone Grand-Est.

Le site d'Huningue de Veolia Eau a pour activités :

- La distribution de gaz ;
- Le traitement des eaux.

[Confidentiel]

Depuis 2009, l'activité de fourniture a été séparée dans une entité locale indépendante : Région Gaz.

La nouvelle organisation mise en place par Veolia Eau en 2015 a sensiblement modifié la localisation et le périmètre d'intervention de bon nombre de ses moyens aux échelles régionale et nationale. Cette réorganisation a pu avoir des impacts sensibles sur les charges indirectes à partir de 2015, les moyens mutualisés entre les contrats ayant été réorganisés et étant répartis sur des périmètres redessinés : leurs coûts et leurs champs de répartition ont donc parfois été modifiés de manière substantielle.

Chiffres clés 2015 :

- Longueur du réseau Gaz : 133 km sans branchement et environ 166 km avec branchements ;
- CA GRD Gaz : 2,9 M€ ;
- ETP GRD Gaz : 14 ;
- Nombre de PDL : 7 858 ;
- Consommation brute corrigée du climat : [Confidentiel]

Le nombre de consommateur pour l'activité gaz a augmenté au global de 0,7% entre 2013 et 2015. Veolia prévoit par ailleurs une augmentation de 0,4% entre 2015 et 2021.

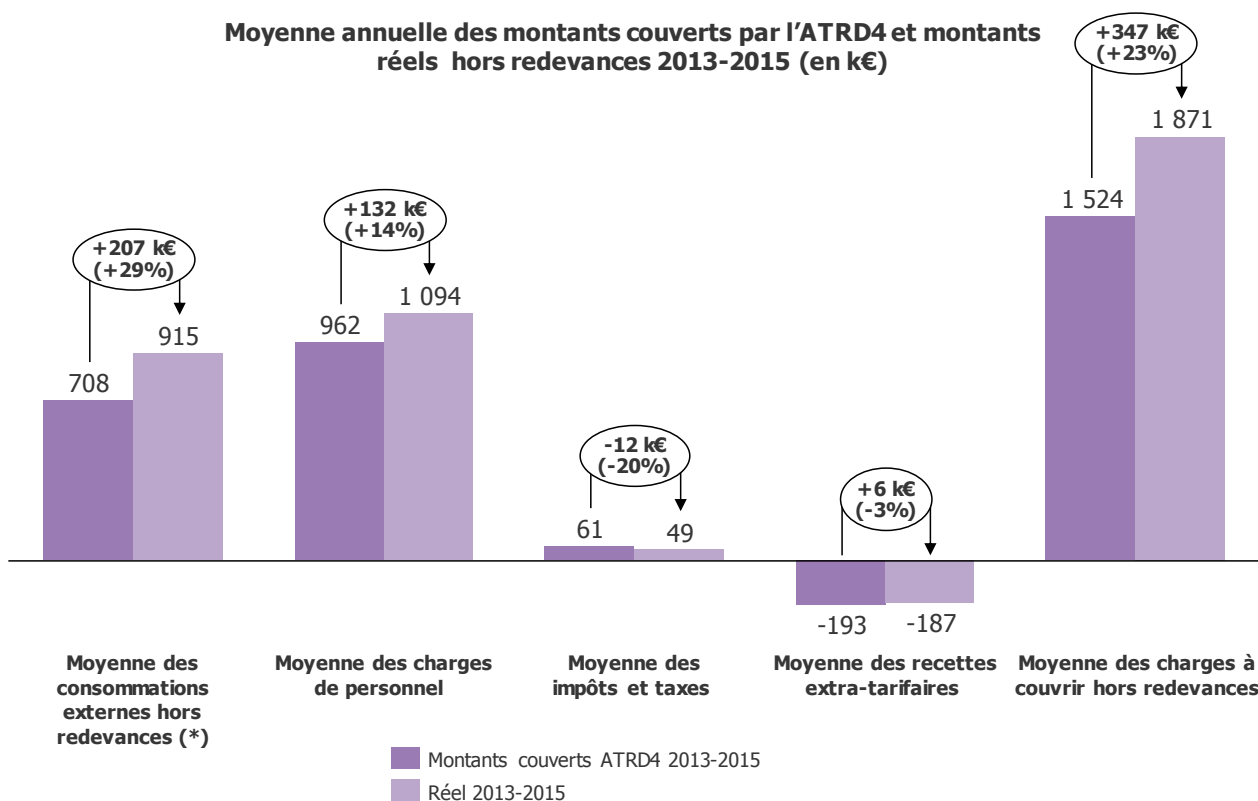
Nombre moyen annuel de PDL	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
T1	1 678	1 515	1 349	1 350	1 351	1 352	1 353	1 354	1 355
T2	6 025	6 214	6 408	6 412	6 416	6 420	6 424	6 428	6 432
T3	96	93	98	97	96	97	98	97	96
T4	[Confidentiel]								
TP									
Total	7 803	7 824	7 858	7 862	7 866	7 872	7 878	7 882	7 886

La consommation corrigée du climat a diminué de 10,1% entre 2013 et 2015 et augmentera de 10,7% entre 2015 et 2021 selon les estimations de Veolia.

Consommations corrigées du climat (MWh)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
T1	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
T2	111 000	119 000	117 000	108 000	107 000	106 000	104 000	103 000	102 000
T3	99 000	107 000	96 000	94 000	91 000	90 000	90 000	89 000	87 000
T4	[Confidentiel]								
TP									
Total	287 000	271 000	258 000	271 000	271 000	280 000	291 000	288 000	285 000

5. Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2015

Sur la période ATRD4, le montant des charges réelles hors redevances a été supérieur de 23% au montant couvert par le tarif :



(*) : les montants de la redevance de concession versés à l'autorité concédante ont été retirés de la trajectoire réalisée puisqu'ils n'étaient pas couverts par l'ATRD4

Sur la période 2013-2015, les charges réelles ont dépassé de 23% le montant couvert par le tarif ATRD4. L'écart provient principalement des consommations externes (+207 k€ en moyenne soit +29%) et des charges de personnel[Confidentiel]. Ces postes ont été fortement impactés par la réorganisation mise en œuvre par Veolia Eau. Celle-ci rend complexe toute comparaison fine entre le montant couvert et les charges réelles car ont été modifiés à la fois les périmètres de répartition des charges mutualisées et les clés utilisées pour répartir ces charges. L'écart entre le montant couvert et les charges réelles présentées par Veolia s'explique ainsi notamment par la refacturation des fonctions supports par le siège. En l'absence de description précise de ces charges, la question se pose quant à la pertinence de l'imputation de ces charges de siège à l'activité du GRD gaz, notamment au regard de sa taille.

Commentaires de Veolia : voir paragraphe 1.1

5.1 Hypothèses d'indexation

Le tableau ci-dessous précise les hypothèses d'indexation retenues dans la demande tarifaire ATDR4 et les données réelles IPC à mettre en regard :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Inflation pour calcul ATRD4		1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%
Inflation réelle (source INSEE)	1,87%	0,74%	0,41%	0,03%	0,19%	
<i>cumul IPC hypothèse ATRD4</i>		1,0190	1,0384	1,0581	1,0782	
<i>cumul IPC réel</i>		1,0074	1,0115	1,0118	1,0138	

5.2 Principaux écarts du poste Consommations externes

Sur la partie consommation externe, l'écart annuel moyen entre les charges réelles (hors redevances) et le montant couvert ATRD4 est de 207 k€ soit +29%.

en € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Montants couverts ATRD4	Réalisé	Ecart	Montants couverts ATRD4	Réalisé	Ecart	Montants couverts ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2015
Fournitures non stockables (achats d'énergie 6061xx)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	901	2 884	1 983	908	3 483	2 575	911	3 545	2 634	2 397
Achats de matériel, équipement et travaux (605xxx)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Achats matières et fournitures non stockées (606xxx)	17 123	54 797	37 674	17 249	66 171	48 922	17 321	67 356	50 036	45 544
Loyers, crédit bail et charges locatives (612xxx, 613xxx sauf 613220 et 614xxx)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Redevances (613220 et 651xxx)	[Confidentiel]									
dont occupation des sols										
dont redevance de desserte										
dont redevances de droit de contrôle										
dont autres redevances										
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	206 410	63 857	-142 552	241 855	69 482	-172 373	242 847	117 153	-125 694	-146 873
dont informatique	26 074	2 577	-23 497	26 267	4 484	-21 783	26 374	43 560	17 185	-9 365
dont sécurité des installations intérieures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurances (616xxx)	22 588	19 453	-3 134	22 755	8 148	-14 607	22 848	29 619	6 771	-3 657
Frais de recherche (617xxx)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prestations externes (621xxx)	[Confidentiel]									
Dépenses de Communication (623xxx)										
Aides commerciales (658120)	10 190	0	-10 190	10 266	3 790	-6 476	10 308	0	-10 308	-8 991
Cessions internes reçues (cf. OPEX onglet 1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	297 731	575 368	277 637	299 934	628 304	328 370	296 293	377 816	81 523	229 177
Total consommations externes	682 771	1 014 261	331 490	721 742	1 087 454	365 712	719 829	978 965	259 135	318 779
Total consommations externes hors redevances	682 771	896 914	214 143	721 742	968 880	247 138	719 829	878 965	159 135	206 805

Les principaux écarts sont les suivants :

5.2.1 Services extérieurs

Veolia a fourni à PMP le tableau suivant permettant de comprendre à la fois les écarts entre les charges réelles et le montant couvert par l'ATRD4 et les variations du poste sur la période.

En k€	2013 R			2014 R			2015 R			Ecart moyen 2013-2015
	Prévu avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Prévu avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	Prévu avec inflation réelle	Réalisé	Ecart	
Informatique	26	3	-23	27	4	-23	26	44	18	-9
Sous-traitance	110	31	-79	111	35	-76	111	28	-83	-79
Charges afférentes aux locaux	61	31	-30	61	31	-30	61	46	-15	-25
Plan anti-endommagement	10	0	-10	43	0	-43	45	0	-45	-33
Total	207	65	-142	242	70	-172	243	118	-125	-146

➤ Ecart entre réel et couvert ATRD4 (-441 k€ soit -64%) :

- **Sous-traitance** : Les écarts constatés sur le poste Sous-traitance sont liés pour l'essentiel à la baisse de la redevance annuelle de mise à disposition du 3^e poste de livraison de gaz (poste dit « poste GRT/ GRD ») facturée par GRTgaz à Veolia Eau. Ce montant a nettement diminué entre 2012 (54 728,84 € HT) et 2013 (3 371,57 € HT) (voir annexe 8.5). En effet, ce 3^e poste de livraison a fait l'objet d'un rachat par le concessionnaire Veolia Eau en 2013. Des discussions avec GRTgaz ont précédé cet achat et il n'était pas possible de prévoir leur aboutissement au moment du dépôt de la demande tarifaire. Ce rachat d'un montant de 378 k€ a été inscrit dans la Base Actifs Régulée (BAR) à la rubrique G2 en 2014 (421 k€ inscrit dans la BAR dont 378 k€ pour ce 3^e poste) ;
- **Charges afférentes aux locaux** : Les charges afférentes aux locaux sont essentiellement des charges indirectes. L'écart constaté s'explique par l'effet des réorganisations entreprises par Veolia Eau France au cours de 2012 et en 2015. Les charges indirectes afférentes aux locaux ont été réparties sur des périmètres redessinés à partir de 2012. Ces nouveaux périmètres étaient en cours de mise en place et il n'était pas possible d'en mesurer complètement les effets sur le processus de réallocation au moment de l'établissement du prévisionnel ATRD4 ;
- **Plan anti-endommagement** : Lors de l'élaboration de l'ATRD4, des charges avaient été prévues dans le cadre du plan anti-endommagement. Le plan anti-endommagement prévu lors de la demande tarifaire ATRD4 comprenait :
 - La gestion des DT-DICT (Déclaration de travaux à proximité de réseaux) supplémentaires après formation des agents ;
 - Les participations aux investigations complémentaires (IC) qui allaient être demandées par les Maîtres d'ouvrages des travaux réalisés à proximité du réseau de distribution de gaz, à raison de 10 k€/an à partir de 2013 ;
 - La géolocalisation des réseaux nouvellement posés (travaux de premier établissement ou de renouvellement) ;
 - Les travaux de géolocalisation entre 2014 et 2018 des 133 km de canalisations existantes, à raison de 33 k€/an.

Il s'avère que ces charges n'ont pas été entièrement consommées. Aucune participation significative n'a été demandée par des Maîtres d'ouvrages de travaux. De plus, Veolia a attendu la mise au point de solutions techniques performantes pour géolocaliser les conduites de gaz enterrées, de façon à ne pas devoir recommencer une seconde fois les travaux de géolocalisation ce qui aurait été très onéreux. Veolia a précisé que ces solutions techniques n'ont pas été mises au point à ce jour par les industriels et que les opérateurs gaziers doivent à défaut se contenter de procéder aux levées des seuls points visibles du réseau.

En conséquence pour la période ATRD4 les dépenses de sous-traitance suivantes (en € courant) initialement prévues et apparaissant dans la « Note de commentaires sur la demande tarifaire » de Veolia de juillet 2012 n'ont pas été réalisées :

- En 2013 : 10 k€ ;
- En 2014 : 45 k€ ;
- En 2015 : 46 k€ ;
- En 2016 : 47 k€.

Enfin pendant la période ATRD4 (2013 à 2016) la géolocalisation des réseaux nouvellement posés (travaux de premier établissement ou de renouvellement) a été réalisée sur 7 785 mètres de canalisations ainsi que sur les branchements raccordés à ces réseaux.

➤ **Variation entre 2014 et 2015 :**

- **Informatique** : Les dépenses 2013 et 2014 pour les prestations fournies par ALSI ont été imputées à tort au niveau de la Direction Régionale Est de Veolia Eau (ancienne organisation) et se sont alors retrouvées en grande partie dans la masse de frais dits « indirects » à répartir sur les contrats de la Direction Régionale. Ceci explique les montants particulièrement faibles de 3 k€ en 2013 et de 4 k€ en 2014 affectés au poste informatique. En 2015, il faut noter que trois dépenses engagées auprès d'ALSI, d'un montant total de 19 k€, relèvent par nature de dépenses ponctuelles.

5.2.2 Prestations externes

- #### ➤ **Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (+93 k€ soit +80%).** Le poste prestations externes se compose des éléments suivants sur la période de 2013 à 2015 :

[Confidentiel]

Le poste de Prestations externes est composé de charges indirectes qui correspondent à une partie des frais de fonctionnement constituant l'environnement des personnels « supports » travaillant pour l'activité GRD.

Veolia a indiqué que l'évolution constatée entre 2014 et 2015 s'explique par l'effet de la réorganisation mise en place par Veolia Eau France en 2015. Les charges indirectes afférentes aux prestations externes ont alors été réparties sur des périmètres redessinés à partir de 2015.

5.2.3 Aides commerciales

- #### ➤ **Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-9 k€ soit -88%) :**

[Confidentiel]

5.2.4 Autres charges

- #### ➤ **Ecart entre réel et couvert ATRD4 (+229 k€ soit +77%) :**

Le poste Autres charges a subi les évolutions de sous-postes suivantes :

En k€	2013 R	2014 R	2015 R	Moyenne 2013-2015
Refacturation services Veolia Eau	317	341	129	262
Frais communs de structure	136	183	178	166
Formation hors personnel	43	39	19	34
Véhicules	79	66	51	65
Total	575	628	378	527
Total du montant couvert ATRD4	298	300	296	298

La **Refacturation services Veolia eau** correspond à la contribution des services nationaux, c'est-à-dire aux fonctions support refacturées par le siège. Les montants des années 2013 et 2014 intègrent des charges non-récurrentes liées à la réorganisation (développements informatiques) ce qui entraîne des écarts avec les données ATRD4. Il est difficile de déterminer à quelles charges correspond le montant récurrent de 2013 à 2015. La question se pose quant à la pertinence de l'imputation de ces charges de siège à l'activité du GRD gaz, notamment au regard de sa taille.

Commentaires de Veolia : voir paragraphe 1.1

Les **Frais communs de structure** ainsi que la **Formation hors personnel** sont constitués de coûts directs et de coûts indirects. Pour les coûts indirects, ils sont calculés à partir d'assiettes de coûts par nature de charges sur lesquels est appliquée une clé de répartition des coûts salariaux. Le détail donné par Veolia (en annexe 8.6) indique des variations significatives des coûts sur ces postes sur la période ATRD4 et notamment en ce qui concerne les coûts indirects (ex : téléphone). Veolia a indiqué que ces postes ont été fortement impactés par la réorganisation.

5.3 Principaux écarts du poste Charges de personnel

Sur la partie charges de personnel, l'écart annuel moyen entre les charges réelles et le montant couvert ATRD4 est de 132 k€ soit +14%.

[Confidentiel]

5.3.1 Rémunérations brutes et charges sociales

➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 [Confidentiel] :

Veolia a fourni un détail par effectif des charges de personnel sur la période (voir annexe 8.7). Celles-ci sont segmentées en deux types de charges :

- Les **coûts directs** affectés selon le temps passé des effectifs sur l'activité gaz. Sur ce type de charge on constate les évolutions suivantes : [Confidentiel]
- Les **coûts indirects** correspondant aux fonctions support, qui sont répartis sur le GRD gaz via des clés techniques, évoluent de la façon ci-dessous. Cette variation s'explique essentiellement par les évolutions du poste Service de comptabilité.[Confidentiel]

5.4 Principaux écarts du poste Impôts et taxes

Sur la partie impôts et taxes, l'écart annuel moyen entre les charges réelles et le montant couvert ATRD4 est de -12 k€ soit -20%.

En € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Montants couverts ATRD4	Réalisé	Ecart	Montants couverts ATRD4	Réalisé	Ecart	Montants couverts ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2015
Taxe foncière	2 649	6 531	3 882	2 668	6 588	3 920	2 679	6 681	4 002	3 935
Taxe professionnelle	50 326	43 894	-6 432	50 698	36 057	-14 641	50 906	36 085	-14 821	-11 965
Versement transport	4 766	0	-4 766	4 882	0	-4 882	4 657	0	-4 657	-4 768
Autres	3 058	1 250	-1 808	3 081	1 279	-1 802	3 093	8 709	5 616	669
Total impôts et taxes	60 799	51 675	-9 124	61 329	43 924	-17 405	61 335	51 475	-9 860	-12 130

5.4.1 Taxe foncière

➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (+4 k€ soit +148%) :

Sur le poste taxe foncière, le GRD Veolia a dû supporter des charges supérieures à ses prévisions. Cet écart peut s'expliquer par les effets combinés d'une augmentation des taux d'imposition et d'une réévaluation des valeurs locatives cadastrales d'assiette de la taxe (pour rappel, notre référence pour l'ATRD4 à couvrir était l'année 2011 et les paramètres de la taxe évoluent chaque année) = + 4,0 k€.

5.4.2 Taxe professionnelle

➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-12 k€ soit -24%) :

Les écarts entre les charges réelles et les montants couverts par l'ATRD4 s'expliquent principalement par l'effet de la CVAE ; la valeur ajoutée de Veolia a été plus faible que prévu sur la période de 2013 à 2015.

5.4.3 Versement transport

➤ Ecart annuel moyen entre réel et couvert ATRD4 (-5 k€ soit -100%) :

Veolia a indiqué avoir anticipé lors de l'élaboration de l'ATRD4, la mise en place d'une contribution Versement transport par la Commune de Huningue. Cela n'a finalement pas été le cas, d'où l'économie de charge constatée (4,6 k€ / an). Cette charge n'a pas été budgétée sur la période ATRD5.

5.4.4 Autres impôts et taxes

➤ Le poste a été multiplié par 7 entre 2013 et 2015. L'évolution du poste Autres impôts et taxes s'explique de la manière suivante : [Confidentiel]

Veolia a indiqué avoir déployé en 2014 de nouvelles règles et outils de gestion destinés à renforcer la finesse d'imputation de ses dépenses au niveau le plus fin de son activité, c'est à dire du contrat.

A partir de 2015, l'ensemble des redevances locales assises sur l'activité de gestion du réseau de distribution exercée à Huningue ont ainsi pu être imputées au niveau du contrat et en particulier les deux redevances suivantes qui était jusqu'alors imputées en centre de coûts et n'apparaissent pas dans les coûts d'OPEX :

- La redevance annuelle d'occupation du domaine des Voies Navigables de France ;
- La redevance annuelle pour autorisation d'occupation temporaire du domaine public adoptée par le Conseil Général du Haut-Rhin au titre de l'activité de « conduites de gaz ».

Ces redevances ont donc été comptées deux fois lors de la clôture de 2015 comme l'indique le tableau ci-dessous. Les charges en double ont été retirées de la valeur prévisionnelle 2016 et de la trajectoire ATRD5. Ceci n'appelle donc pas de commentaire de la part de PMP.

5.5 Principaux écarts sur le poste Recettes extra-tarifaires

Sur la partie recettes extra-tarifaires, le réalisé est inférieur en moyenne annuel de 6 k€ aux recettes prévues lors de l'élaboration de l'ATRD4.

[Confidentiel]

Complément d'information fourni par Veolia lors du contradictoire :

Veolia a fourni le détail ci-dessous :

[Confidentiel]

NB : Les montants couverts ATRD4 qui sont indiqués dans le tableau ci-dessus ont été fournis par la CRE.

Les écarts constatés sur les recettes issues de la location annuelle des compteurs et des postes (par nature récurrentes) résultent d'écarts d'évaluation de la part estimée des recettes comptabilisées à la clôture de l'exercice et facturées l'année suivante une fois les volumes définitifs connus.

La surévaluation de la part estimée des recettes à fin 2012 est venue diminuer les recettes de 2012 comptabilisés en 2013 pour -32 k€ et inversement la sous-évaluation de la part estimée à fin 2013 est venue augmenter les produits de 2013 comptabilisé en 2014 pour +15 k€. En 2015, il n'a pas été constaté d'écart significatif.

Les autres recettes résultent notamment de la facturation des prestations catalogue et de celle de travaux pour tiers. Or ces recettes sont de nature aléatoire, ce qui rend leur prévision difficile à établir et explique les écarts constatés entre les montants couverts par l'ATRD4 et ceux réalisés.

5.6 Note sur le poste Production immobilisée

Veolia n'enregistre aucune écriture de production immobilisée au niveau du contrat car les coûts de production des investissements et des opérations de renouvellement intégrés dans la Base Actifs Régulée

sont enregistrés en comptabilité sur des codes chantiers distincts des codes contrats et des centres de coûts sur lesquels sont imputées les recettes et les charges d'exploitation constitutifs des coûts d'OPEX. Il y a ainsi séparation des coûts d'OPEX et des coûts de revient des investissements dans la comptabilité.

Les coûts de production comptabilisés sur les chantiers comportent des coûts directs (la main d'œuvre directe sur la base d'un suivi des temps passés valorisés, la sous-traitance et les achats de matières & divers), ainsi que des coûts de fonctionnement indirects associés à la réalisation des chantiers (déterminés au moyen de quotes-parts différenciées selon la nature des coûts d'environnement engagés).

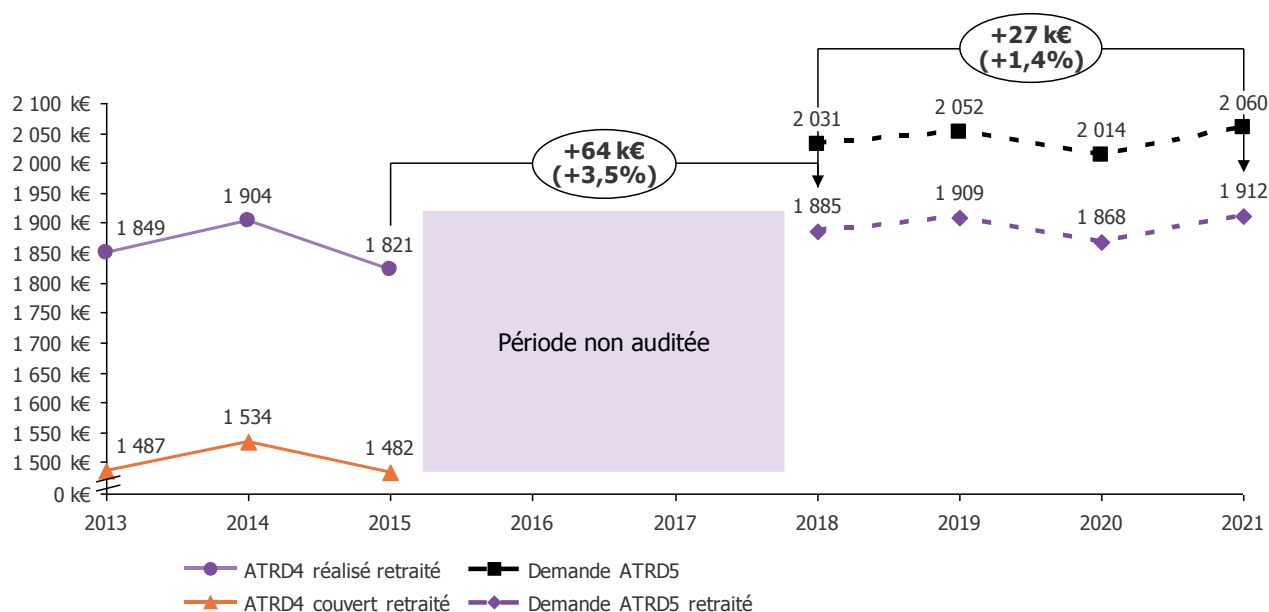
Veolia a fourni une note de présentation du processus de collecte et d'enregistrement des temps sur les contrats et sur les chantiers et une note de présentation des quotes-parts de frais indirects imputées sur les chantiers.

6. Analyse des charges/produits d'exploitation prévisionnels sur la période 2018-2021 et ajustements recommandés au regard de l'analyse poste à poste

6.1 Synthèse de la demande tarifaire de Veolia

Pour rappel, au total, l'augmentation des demandes de l'ELD entre 2015 et 2018 est de 64 k€ soit +3,5%.

Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en k€)



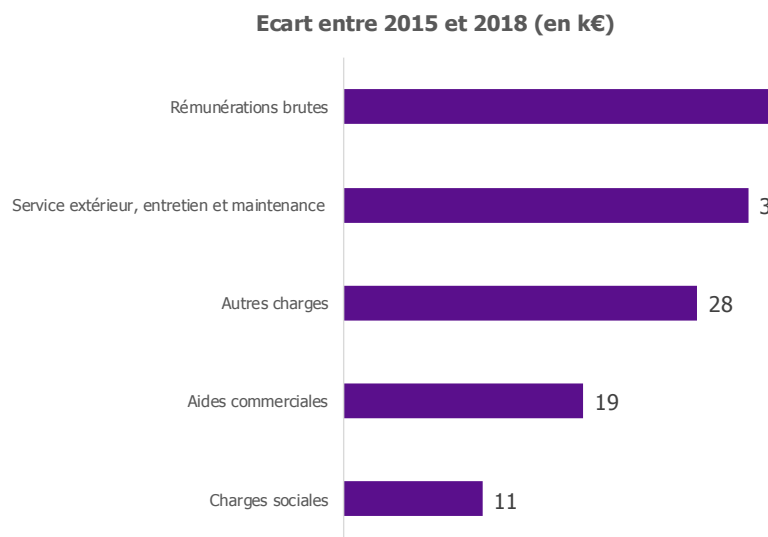
Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 couvert*	1 509 401	1 556 743	1 505 134
Aides commerciales	-12 228	-12 318	-12 369
Dépenses de communication	-10 190	-10 266	-10 308
ATRD4 couvert retraité	1 486 983	1 534 159	1 482 457

*dont redevances couvertes par le tarif ATRD4

Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 réalisé	1 980 506	2 037 880	1 930 464
Aides commerciales	0	-3 790	0
Redevances hors RODP	-117 347	-118 574	-100 000
Maintenance des postes de livraison	-3 371,57	-3 393,13	-3 357,49
Dépenses de communication	-10 308	-8 148	-6 011
ATRD4 réalisé retraité	1 849 480	1 903 975	1 821 096

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	2 030 991	2 051 679	2 013 970	2 060 439
Retraitement	-145 802	-142 259	-145 515	-148 247
Impayés acheminements	29 953	30 220	29 900	30 427
Aides commerciales	-19 000	-13 000	-13 000	-13 000
Dépenses de communication	-5 742	-5 822	-5 910	-6 011
Prospective commerciale	-26 350	-27 035	-27 750	-28 500
Maintenance des postes de livraison	-3 436	-3 484	-3 537	-3 598
Redevances hors RODP	-102 518	-103 952	-105 525	-107 325
Introduction du CICE	-18 709	-19 186	-19 693	-20 240
Demande ATRD5 retraitée	1 885 189	1 909 420	1 868 455	1 912 192

Les augmentations sont concentrées sur les postes suivants :



- Les **Services extérieurs** augmentent essentiellement en raison du plan anti-endommagement budgété à hauteur de 117 k€ entre 2016 et 2019 ;
- La demande tarifaire fait état d'une augmentation du poste **Autres charges** :
 - Sous l'impact de l'augmentation des charges de locations de véhicules pour un montant de 11 k€ ;
 - En raison de l'augmentation de la refacturation des services nationaux pour un montant de 22 k€.
- Les **aides commerciales** expliquent 19 k€ d'augmentation des demandes de l'ELD.
- Les **charges de personnel** augmentent de 34 k€ principalement en raison de l'embauche [Confidentiel]

6.2 Hypothèses d'indexation

Les hypothèses d'IPC qui ont été considérées à partir de 2016 sont indiquées ci-dessous. Il s'agit de la valeur réelle pour 2015 et des projections du FMI à partir de 2017.

	2016 R	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P
IPC	0,40%	1,08%	1,26%	1,40%	1,51%	1,71%

Ces hypothèses n'appellent pas de remarques de notre part.

6.3 Détails des principales augmentations

6.3.1 Redevances

La demande tarifaire de Veolia intègre la redevance annuelle de concession versée au Syndicat.

Veolia a indiqué que le Syndicat mettait à disposition du GRD un ensemble de terrains et de bureaux que ce dernier :

- Occupe partiellement pour exercer son activité de GRD (accueil du public, locaux techniques et de direction, magasins) ;
- Sous-loue partiellement à différentes entreprises. Les recettes liées sont intégrées à la demande tarifaire au poste Recettes extra-tarifaires.

Par ailleurs le Syndicat exerce son droit de contrôle et ses compétences dans les domaines suivants :

- Contrôle de la concession ;
- Conciliation en cas de litige entre les usagers et le concessionnaire ;
- Coordination avec les communes en cas de travaux importants du concessionnaire ;
- Etudes générales sur l'évolution du service concédé.

Proposition d'ajustement initiale : En application des précédentes décisions de la CRE, PMP propose d'ajuster l'intégralité du montant des redevances versées au Syndicat. Ceci représente un ajustement annuel moyen à la baisse de **[Confidentiel]** sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Veolia a souhaité préciser les termes de la demande tarifaire datée du 2 décembre 2016 (*II- Demande tarifaire C4. Redevance de concession page 6/21*).

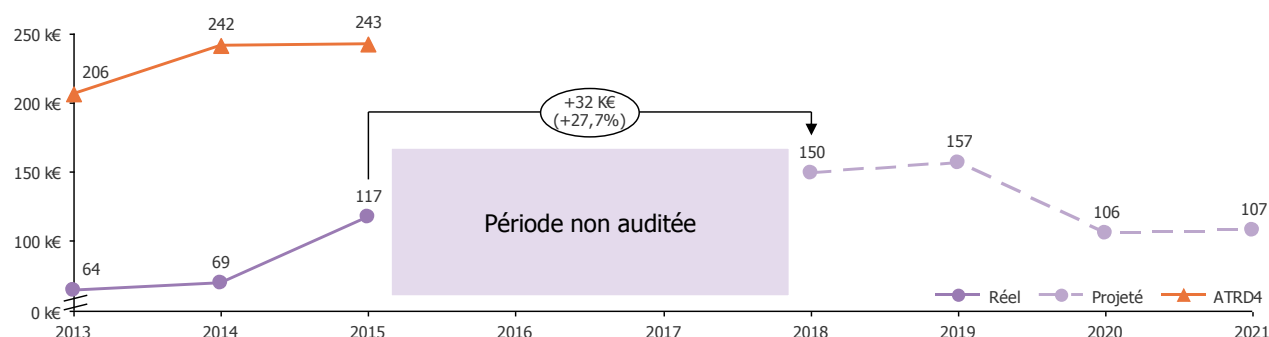
[Confidentiel]

Proposition d'ajustement finale : En cohérence avec ce qui a été couvert lors de la période ATRD4, toutes les redevances sont retraitées. L'intégration de redevances sera étudiée en détail par la CRE.

6.3.2 Services extérieurs

La demande relative aux Services extérieurs augmente de 32 k€ entre 2015 et 2018 et de 29 k€ si on tient compte de l'effet inflation.

Evolution des services extérieurs en k€ 2013 - 2021



Le détail du poste pour la période 2013-2019 est indiqué ci-dessous :

En k€	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P
Informatique	3	4	44	26	26	30	30	31	31
Sous-traitance	30	34	28	135	71	28	43	28	29
Charges afférentes aux locaux	31	31	46	44	44	45	45	46	46
Plan anti-endommagement	-	-	-	-	32	47	38	-	-
Total	64	69	117	204	174	150	157	106	107

- Les charges d'**informatique** diminuent de 44 k€ en 2015 à 30 k€ en 2018. La prévision ATRD5 a été réalisée sur la base des charges réelles constatées en 2015 neutralisées de trois dépenses non récurrentes soit un montant de charges réelles 2015 de 26 k€. De plus, à partir de 2018, Veolia a tenu compte d'une augmentation de 3 k€/ an de la maintenance associée aux évolutions de logiciel (impact sur les investissements : 40 k€). Le ratio maintenance sur investissement est donc de 8% et nous est paru cohérent ;
- Le poste de **sous-traitance** retrouve en 2018 son niveau de 2015 (28 k€) après une nette augmentation prévisionnelle en 2016 (135 k€). Si l'on considère la période après 2018, on constate une légère augmentation des charges entre 2018 et 2019 expliquée par l'augmentation de la sous-traitance nécessaire à l'audit CRE soit 15 k€ au total répartis entre les honoraires d'audit et les prestations de conseil. Le montant budgété n'appelle pas de commentaire de notre part ;
- Les charges afférentes aux **locaux** restent stables à partir de 2015, date d'entrée en vigueur de la nouvelle organisation de Veolia. Ceci n'appelle pas de commentaire de notre part ;
- L'augmentation demandée entre 2015 et 2018 du poste Services extérieurs s'explique majoritairement par le **plan anti-endommagement** budgété à 115 k€ entre 2017 et 2019 décomposé comme suit :
 - détection géo-radar : 32 k€ en 2017, 32 k€ en 2018, 24 k€ en 2019 ;

- géomètre géo-localisation : 14 k€ en 2018, 13 k€ en 2019.

Concernant le Plan anti-endommagement, Veolia a indiqué que les montants suivants avaient été budgétés dans l'ATRD4 mais non consommés, soit un total de 101 k€ entre 2013 et 2015 :

- En 2013 : 10 k€ ;
- En 2014 : 45 k€ ;
- En 2015 : 46 k€ ;
- En 2016 : 47 k€.

Veolia a indiqué que les 10 k€ budgétés à partir de 2013 avaient vocation à couvrir des charges liées aux investigations complémentaires que Veolia aurait pu être amené à réaliser à la demande de tiers. Aucune prestation significative de ce type n'ayant été demandée à Veolia, les charges correspondantes n'ont alors pas fait l'objet de suivi.

Concernant les montants budgétés à partir de 2014, les montants budgétés n'ont pas été consommés car Veolia attendait la mise en œuvre d'une technique plus performante afin de répondre aux exigences du plan anti-endommagement. Faute d'émergence d'une telle solution, le plan anti-endommagement n'a pas été réalisé.

Proposition d'ajustement initiale : Concernant les charges liées au plan anti-endommagement, Veolia avait budgété au poste Services extérieurs un montant de **91 k€** au titre de l'ATRD4 pour couvrir ces prestations (montants 2014 et 2015, hors dépenses d'investigations complémentaires). Ces prestations n'ayant pas été accomplies sur la période ATRD4, la demande tarifaire de Veolia fait état d'une augmentation des demandes de l'ELD pour un montant de 83 k€ sur le poste Services extérieurs et de 52 k€ sur le poste charges de personnel. PMP propose d'ajuster à la baisse les charges de Services extérieurs pour le montant total de **83 k€** budgété sur l'ATRD5. Ceci représente un montant annuel moyen de 21 k€ sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Veolia accepte l'ajustement proposé par PMP

- Enfin, Veolia a intégré les charges d'entretien des postes de livraison dans sa demande tarifaire pour un montant de 4 k€ par an. Cependant, la délibération de la CRE du 5 janvier 2017 modifie les conditions générales des contrats de raccordement au réseau de transport de GRTgaz et TIGF applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel. Les conditions générales modifiées prévoient que les gestionnaires de réseau de transport de gaz assurent à ses frais les opérations ci-dessous :

- Pour les postes de livraison : les adaptations aux évolutions de prévision ou de livraison, le renouvellement, l'exploitation et la maintenance
- Pour les branchements : l'exploitation et la maintenance y compris les réparations éventuelles de tronçons du branchement dans le respect de la réglementation

Proposition d'ajustement finale :

Par ailleurs, la délibération de la CRE du 5 janvier 2017 modifie les conditions générales des contrats de raccordement au réseau de transport de GRTgaz et TIGF applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel. Les conditions générales modifiées prévoient que TIGF assure à ses frais les opérations de maintenance des postes de livraisons. Ces charges sont donc retirées de la trajectoire ATRD5 ce qui entraîne un ajustement annuel moyen de **-4 k€** sur l'ATRD5 selon les informations fournies par Veolia.

Réponse de l'ELD : Veolia accepte l'ajustement proposé par PMP

6.3.3 Dépenses de communication

Les dépenses de communication se composent comme suit sur la période ATRD4. Ces dépenses concernent de la communication externe ayant pour vocation de développer l'activité gaz. [Confidentiel]

Veolia a construit sa projection 2017-2021 à partir de l'attendu 2016 auquel a été appliqué l'IPC.

Proposition d'ajustement initiale : Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses de communication externe liées au développement de l'activité gaz. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5. Ceci entraîne un ajustement à la baisse de **[Confidentiel]** par an sur la période ATRD5

Réponse de l'ELD : Veolia précise que le poste « Dépenses de communication » a pour vocation à couvrir des actions de communication autour de l'énergie gaz (*site internet d'informations, publicité, insertion pages jaunes, ...*), des campagnes de sensibilisation à la sécurité des installations gaz...

Veolia n'est pas en accord avec l'ajustement proposé par PMP et considère que le mécanisme de régulation incitative du nombre de consommateurs raccordés au réseau envisagé par la CRE n'est pas adapté à sa taille.

Proposition d'ajustement finale : Les modalités de la mise en œuvre d'un mécanisme incitatif seront discutés ultérieurement avec la CRE.

6.3.4 Aides commerciales

[Confidentiel]

Proposition d'ajustement initiale : Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses relatives au développement du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz mais incite GRDF via des bonus. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses d'aides commerciales sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5. Ceci conduit à un ajustement à la baisse de **14 k€** par an sur la période ATRD5.

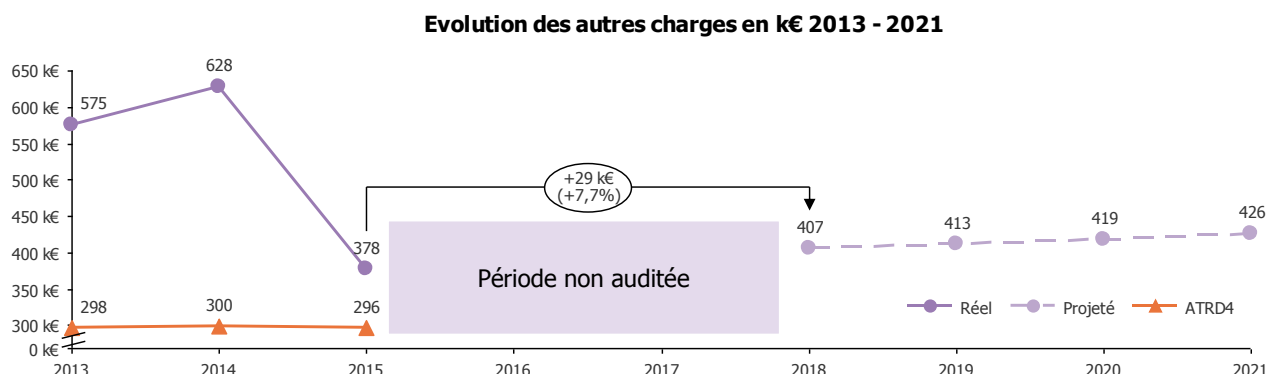
Réponse de l'ELD : Veolia précise que le poste « aides commerciales » a été détaillé à la rubrique IV. Business plan ATRD5 2018-2019 page 15/21 de la demande tarifaire. Il y est présenté comme un « levier » permettant de convertir des clients à l'énergie gaz en accompagnant ces derniers dans la réalisation de leurs investissements (exemple : aide au financement d'une chaudière gaz). Veolia ajoute que le recours à une aide commerciale peut également avoir lieu dans le cadre d'opérations de fidélisation d'un client existant lorsqu'une situation de vive concurrence se présente (exemple : prospection du commercialisateur des réseaux de chaleur de la Ville de Saint-Louis alimentés à partir de la biomasse).

Veolia n'est pas en accord avec l'ajustement proposé par PMP et considère que le mécanisme de régulation incitative du nombre de consommateurs raccordés au réseau envisagé par la CRE n'est pas adapté à sa taille.

Proposition d'ajustement finale : Les modalités de la mise en œuvre d'un mécanisme incitatif seront discutés ultérieurement avec la CRE.

6.3.5 Autres charges

La demande relative aux Autres charges augmente de 29 k€ entre 2015 et 2018 et de 19 k€ si on tient compte de l'effet inflation.



L'augmentation du poste Autres charges a été initialement expliquée par Veolia à hauteur de +11 k€ par an par la charge supplémentaire liée à la mise à disposition d'un véhicule de fonction pour l'ETP supplémentaire recruté en 2018. Cette charge a été au cours de l'audit réévaluée à 4 k€ par an correspondant à la location au coût moyen d'un véhicule de service de type Clio, comprenant la location, l'entretien et la consommation de carburant, selon les données statistiques constatées au niveau de la Zone Grand Est de Veolia Eau France.

Proposition d'ajustement initiale : Veolia a reconnu que les charges liées au véhicule de fonction supplémentaire prévu avaient été surévaluées de **6 k€ / an** ce qui appelle un ajustement annuel moyen du même montant.

Par ailleurs, le poste Refacturation services Veolia Eau passe de 129 k€ en 2015 à 151 k€ en 2018 (+22 k€). Ce poste correspond à la contribution des services nationaux qui avait fortement évolué sur la période 2013-2015 en raison de la réorganisation de Veolia. Il n'est pas décrit précisément à quoi correspondent ces charges.

Commentaires de Veolia : voir paragraphe 1.1

Pour projeter les charges à partir de 2015, Veolia a indiqué avoir considéré environ 5% du chiffre d'affaires prévisionnel du GRD puis avoir appliqué l'inflation sur la période 2016-2021.

PMP a recalculé les montants du poste Refacturation services Veolia Eau en tenant compte du ratio observé du poste sur le chiffre d'affaires en 2015, soit 4,4%. Le calcul est indiqué ci-dessous :

En k€	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
CA prévisionnel (A)			2 953	2 944	2 980	3 328	3 358	3 322	3 381	3 347
Refacturation services Veolia Eau issue de la demande tarifaire de l'ELD (B)	317	341	129	147	149	151	153	155	157	154
Ratio (B / A)			4,4%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	4,7%	4,6%	4,8%
Calcul PMP à partir du constaté 2015 (C)				129	130	145	147	145	148	146
Ecart entre calcul PMP et demande tarifaire (C-B)				-18	-19	-6	-6	-10	-9	-8

Proposition d'ajustement initiale : PMP propose d'ajuster à la baisse les charges liées à la Refacturations des services Veolia Eau en tenant compte de 4,4% du chiffre d'affaires ce qui revient à un ajustement annuel moyen à la baisse de **8 k€** sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Veolia accepte l'ajustement de PMP.

Proposition d'ajustement finale : PMP propose de maintenir l'ajustement initial, accepté par l'ELD. Par ailleurs, le principe de couverture de ces charges par le tarif est laissé à l'appréciation de la CRE.

6.3.6 Charges relatives aux impayés acheminement

Dans sa demande tarifaire, Veolia a indiqué qu'en l'absence de visibilité sur les coûts d'impayés acheminement, ils n'avaient pas budgété de coûts dans la trajectoire tarifaire ATRD5. Veolia demande que les éventuels coûts qui seraient supportés sur la période ATRD5 soient pris en compte au CRCP.

Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, le montant des impayés acheminement qui ont été intégrées dans les charges à couvrir correspondait à 0,9% du revenu autorisé. L'application d'un calcul similaire pour Veolia entraînerait un ajustement annuel moyen à la hausse de 30 k€ sur la période ATRD5 comme le montre le calcul ci-dessous :

En k€	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2018-2021
Revenu autorisé issu de la demande tarifaire	3 328	3 358	3 322	3 381	3 347
Impayés acheminement	30	30	30	30	30

Propositions d'ajustement initiale : Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, le montant des impayés acheminement qui ont été intégrées dans les charges à couvrir correspondait à 0,9% du revenu autorisé. L'application d'un calcul similaire pour Veolia entraînerait un ajustement annuel moyen à la hausse de **30 k€** sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Veolia accepte cet ajustement.

6.3.7 Charges de personnel

La demande de charges de personnel augmente de 152 k€ entre 2016 (année de référence de la projection des charges de personnel) et 2018.

[Confidentiel]

L'évolution des charges de personnel a été construite à partir de l'estimé 2016 qui est en diminution de 9,6% par rapport à 2015. Le montant 2016 est de [Confidentiel].

Les hypothèses retenues pour déterminer la projection des charges de personnel sur la période 2017-2021 sont les suivantes :

➤ **Evolution du salaire moyen :** [Confidentiel]

➤ Evolution des charges sociales : [Confidentiel]

Proposition d'ajustement initiale : La prise en compte du SNB constaté en 2016 pour l'année 2017 conduit à un ajustement annuel moyen à la baisse de **6 k€** sur la période ATRD5.

En plus de l'évolution des charges à périmètre constant, Veolia a considéré les éléments suivants :

➤ 2017 :

- [Confidentiel] d'effet tuilage d'au moins six mois entre deux agents en raison du remplacement d'un cadre de l'entreprise. Cet effet tuilage est ponctuel et n'a pas d'impact sur la demande tarifaire de Veolia puisqu'il concerne uniquement l'année 2017. Aucun autre effet tuilage n'a été budgété sur la période ATRD5.

➤ 2018 :

- [Confidentiel] lié au recrutement d'1 ETP au 1^{er} janvier 2018 justifié par Veolia afin de couvrir les besoins de :
 - + 0,3 ETP pour traiter les besoins de la loi NOTRe et LTECV (voir annexe 8.8) ;
 - + 0,2 ETP pour gérer et transmettre les données à GRTgaz et aux fournisseurs ;
 - + 0,5 ETP pour renforcer la prospection commerciale (promotion du gaz).
- [Confidentiel] lié au traitement de la cartographie en back-office du projet de géolocalisation (montant repris en 2019).

Propositions d'ajustements initiales :

Concernant les charges liées au plan anti-endommagement, Veolia avait budgété au poste Services extérieurs un montant de 91 k€ au titre de l'ATRD4 pour couvrir ces prestations (montants 2014 et 2015, hors dépenses d'investigations complémentaires). Ces prestations n'ayant pas été accomplies sur la période ATRD4, la demande tarifaire de Veolia fait état d'une augmentation des demandes de l'ELD pour un montant de 83 k€ sur le poste Services extérieurs (voir 0) et de 52 k€ sur le poste charges de personnel.

PMP propose d'ajuster à la baisse les charges de Personnel pour un montant de 8 k€ ce qui revient à exclure totalement le montant des charges non consommées à l'ATRD4. Le montant annuel moyen de l'ajustement est de **2 k€** sur la période ATRD5.

Concernant l'ETP supplémentaire demandé à partir de 2018, la moitié de sa charge est justifiée par Veolia dans une optique de prospective commerciale de promotion du gaz. Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses relatives au développement du nombre de consommateurs. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, cela entraînerait l'exclusion de [Confidentiel] et donc un ajustement annuel moyen à la baisse de **27 k€** sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Pour l'ETP supplémentaire, dont la moitié de la charge est justifiée par Veolia dans une optique de prospective commerciale de promotion du gaz, Veolia a apporté des précisions sur la mission de prospection commerciale. Cette dernière comprend :

- les actions de promotion de l'énergie gaz auprès des nouveaux clients (habitat diffus, habitat dans des lotissements nouvellement desservis en gaz, copropriétés de logements, ...)
- les actions de fidélisation des clients gaz existants afin de pouvoir notamment résister aux multiples démarches de conquête engagées par l'opérateur des réseaux de chaleur de la Ville de Saint-Louis alimentés par de la biomasse.

[Confidentiel] Il convient enfin de noter selon Veolia que la trajectoire 2018 – 2021 du nombre de clients et de MWh acheminés a été déterminée en tenant compte des effets produits par l'agent commercial, les aides commerciales et dépenses de communication inscrites dans les OPEX.

Propositions d'ajustement finale : PMP conserve l'ajustement sur l'ETP supplémentaire, afin d'être cohérent avec les ajustements sur les dépenses de communication et les aides commerciales mais aussi pour être cohérent avec les décisions de la CRE pour GRDF. Ce point pourra être discuté ultérieurement avec la CRE.

- **Point spécifique au CICE :** Le CICE n'a pas été intégré dans la demande tarifaire de Veolia. PMP a estimé le montant du crédit d'impôt qui aurait dû être affecté au contrat d'Huningue à partir du fichier des salaires transmis par Veolia. Ce montant serait de 18 k€ en 2015. Le détail de ce calcul se trouve en annexe 8.9.
- En appliquant ensuite l'évolution du salaire moyen pour projeter la charge à partir de 2016, nous obtenons les montants suivants :

	2015 calcul PMP	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
CICE	-18	-18	-18	-19	-19	-20	-20	-19

Propositions d'ajustement initiale : PMP propose un ajustement annuel moyen à la baisse de 19 k€ sur la période ATRD5 afin de prendre en compte le montant de CICE qui devrait être affecté au contrat d'Huningue.

Réponse de l'ELD : Veolia accepte l'ajustement relatif au CICE

7. Principes de dissociation comptable

Les recettes et les dépenses de l'activité GRD gaz exercée par la société Veolia Eau sont suivies dans un sous-ensemble analytique dédié au sein du périmètre comptable de l'ensemble des activités exercées en France par la société. Il n'existe pas de balance comptable générale (au sens du plan comptable général) dédiée à l'activité GRD gaz.

L'organisation de la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux au sein du Centre Régional Alsace Lorraine Franche-Comté de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels. L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part du Centre Régional (niveaux successifs du Centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux) et de niveau Zone.

Les informations comptables permettant à Veolia de construire sa demande tarifaire sont donc issues des deux sources suivantes :

- le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) : cet état permet de dissocier analytiquement à la maille du contrat les différentes activités de l'entité Veolia Eau-CGE, selon les règles et les méthodes comptables de la Délégation de Service Public eau. L'état CARE fournit notamment les charges directes imputées aux niveaux du contrat GRD et de l'unité opérationnelle dédiée à l'activité GRD. La méthode d'établissement des CARE est notamment basée sur une répartition à la valeur ajoutée des charges de fonctionnement indirectes provenant de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit des contrats (la Direction du Centre Alsace Lorraine Franche-Comté et de la Zone Grand Est). Or les changements d'organisation mis en œuvre par Veolia Eau France sur la période de 2012 à 2015 (note sur les faits marquants de cette période) ont entraîné des variations parfois significatives sur le niveau des charges indirectes réallouées à la valeur ajoutée jusqu'à l'activité GRD ;
- L'extraction de la comptabilité analytique des charges de personnel des fonctions support, imputées aux niveaux de la Direction du Centre Alsace Lorraine Franche-Comté et de la Zone Grand Est, dont dépend l'activité GRD.

La commune de Pleudihen sur Rance a signé en 2012 un contrat de concession non péréquée avec Veolia Eau mais celle-ci concerne un contrat en Bretagne sans lien avec le contrat d'Huningue. La demande tarifaire de Veolia exclut donc cette concession.

La procédure d'établissement des comptes annuels de résultat de l'exploitation (CARE) de Veolia a fait l'objet d'une certification de KPMG Audit en 2016 sur l'exercice 2015. PMP s'est procuré ce rapport qui n'appel aucun commentaire particulier.

8. Annexes

8.1 BP de la demande tarifaire de Veolia

[Confidentiel]

8.2 Détail des ajustements proposés par PMP

[Confidentiel]

8.3 Note explicative sur la contribution des services nationaux 2015

[Confidentiel]

8.4 Redevances de contrôle et de fonctionnement

[Confidentiel]

8.5 Factures GRTgaz : 2011, 2012 et 2013

[Confidentiel]

8.6 Détail des autres charges

[Confidentiel]

8.7 Détail des charges de personnel 2012-2016

[Confidentiel]

8.8 Obligations de la loi NOTRe et de la LTECV

Obligations appliquées sur la période ATRD4

Chaque année les GRD doivent produire un Compte Rendu Annuel de Concession (CRAC) auprès de leur(s) autorité(s) concédante(s).

Dans le modèle de cahier des charges de contrat de concession rédigé par la FNCCR, les éléments à produire par le GRD sont précisés au § VIII¹. Il doit en particulier inclure :

- Le rapport général : présentant les principaux résultats et les perspectives d'évolutions ;
- Le rapport financier : détaillant les recettes et les dépenses ;
- Le rapport sur la qualité : rapportant tous les incidents et les actions préventives Le rapport sur les travaux réalisés : listant les travaux, les dépenses et leur rentabilité ;
- Le rapport sur le patrimoine : détaillant le réseau et sa valeur ;
- La liste des opérations de déclassement effectuées sur le réseau ;
- Les prévisions du concessionnaire en termes d'extension, de renouvellement, de maintenance, de sécurité etc. ;
- L'état des règlements financiers entre l'autorité concédante et éventuellement ses communes adhérentes et le concessionnaire ;
- La liste des immeubles mis à disposition par l'autorité concédante ;
- La liste des raccordements au réseau des installations de production de bio-méthane.

Obligations considérées sur la période ATRD5

La loi applicable est la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (loi LTE) qui introduit de nouvelles obligations pour les distributeurs de gaz qui n'existaient pas auparavant. Cette loi est entrée en vigueur le 19 août 2015.

La loi LTE a modifié l'article L. 111-77 du code de l'énergie qui est complété par deux alinéas, qui fixent des nouvelles obligations au gestionnaires de réseau de distribution de gaz.

Dans le cadre de leurs missions, les gestionnaires de réseau de distribution de gaz sont désormais également : «chargés de mettre à la disposition des personnes publiques, à partir des données issues de leur système de comptage d'énergie, les données disponibles de consommation et de production de gaz naturel et de biogaz dont ils assurent la gestion, dès lors que ces données sont utiles à l'accomplissement des compétences exercées par ces personnes publiques, en particulier pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans climat-air-énergie territoriaux prévus à l'article L. 229-26 du code de l'environnement.»

Concernant le contenu de ces données, il a été précisé par le décret n° 2016-973 du 18 juillet 2016 relatif à la mise à disposition des personnes publiques de données relatives au transport, à la distribution et à la production d'électricité, de gaz naturel et de biométhane, de produits pétroliers et de chaleur et de froid.

Deux nouveaux articles ont été intégrés au code de l'énergie D. 111-53 et D. 111-54 qui listent toutes les données devant être transmises au service statistique du ministère chargé de l'énergie et mises à disposition des personnes publiques.

Informations à transmettre - Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz pour les réseaux qu'ils exploitent :

- Article D. 111-53 :
 - « 1° Consommation totale annuelle de gaz et d'électricité par IRIS et par secteur d'activité ; en se limitant pour le secteur résidentiel aux agrégats dont le nombre de points de livraison est supérieur à 10 ou dont la consommation dépasse le seuil-résidentiel ; à chaque consommation est associé le nombre de points de livraison correspondants ; un agrégat résidentiel est dit secrétisé quand le nombre de points de livraison de l'agrégat est inférieur à 11 et quand sa consommation résidentielle est inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
 - « 2° Somme régionale et par établissement public de coopération intercommunale des consommations annuelles des agrégats résidentiels secrétisés et nombre de points de livraison correspondants ;
 - « 3° Estimation de la part thermosensible et de la thermosensibilité des consommations ; des profils de consommation moyens établis à l'échelle nationale peuvent être utilisés pour estimer la part thermosensible et la thermosensibilité des consommations ;
 - « 4° Consommation totale annuelle de gaz et d'électricité par bâtiment non résidentiel, ou comprenant plus de dix points de livraison résidentiels, ou dont la consommation résidentielle est supérieure au seuil-résidentiel ; à chaque consommation est associée le nombre de points de livraison correspondants ; un arrêté du ministre chargé de l'énergie précise les modalités d'application de cette disposition, y compris comment la notion de bâtiment peut être élargie à des regroupements de bâtiments, à l'initiative du gestionnaire de réseau ou à la demande d'une personne publique, ces regroupements de bâtiments étant traités comme des bâtiments dans le cadre de la présente section ;
 - « 5° Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz, capacité d'injection de biométhane et quantité annuelle de biométhane injecté de chaque installation de production selon sa typologie ; pour chaque installation sont mentionnés l'IRIS où se situe le point d'injection sur le réseau de distribution ainsi que, s'il diffère, et si l'information est disponible, l'IRIS du site de production principal.

Ces données sont transmises au ministère et mises à disposition des personnes publiques qui en font la demande.

- Art. D. 111-54.-Pour les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité ou de gaz, les informations mentionnées à la sixième phrase du troisième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales comprennent la présentation du réseau, à la maille régionale et intercommunale, sur la base d'une cartographie commentée.

Le décret précise que la transmission ou la mise à disposition des données mentionnées aux articles D. 111-53 et D. 111-54 n'est pas facturée, y compris pour les données par bâtiment fournies par les gestionnaires de réseaux après traitement informatique fondé uniquement sur la base de leurs référentiels d'adresses.

Le décret ajoute également un article concernant d'autres données à transmettre aux personnes publiques pour l'exercice de leurs compétences.

- « Art. D. 111-57.-Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz ou d'électricité, sont définies les données suivantes, par réseau :
 - « 1° Consommation totale annuelle par point de livraison résidentiel lorsque cette consommation est inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
 - « 2° Consommation totale annuelle par bâtiment comportant un seul point de livraison résidentiel, la consommation de ce point étant inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;

- « 3° Consommation totale annuelle de gaz ou d'électricité par bâtiment, dont la part résidentielle, respectivement de gaz ou d'électricité, est inférieure ou égale au seuil-résidentiel et qui comporte entre 2 et 10 points de livraison résidentiels.

Impacts sur les charges des ELD

L'ensemble des ELD ont prévu des charges supplémentaires pour faire face à ces nouvelles obligations :

- Charges en termes de rémunération des agents mobilisés sur la production de ces nouvelles informations (soit dans les CRAC soit directement fournies aux acteurs prévus dans la loi) ;
- Charges de développement et de maintenance des outils nécessaires à la production de ces données.

8.9 Détail du calcul du CICE par PMP

[Confidentiel]

8.10 Points de Livraison gaz (option T3) ayant abandonné l'énergie gaz depuis début 2014

[Confidentiel]